BULLETIN D'INFORMATION

JUILLET–SEPTEMBRE 2026 **ÉDITION 20**

AFRICA
CLIMATE
CHANGE
FUND



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP



MESSAGE DE GARETH PHILLIPS
CHEF DE LA DIVISION DE LA FINANCE CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Chères lectrices, chers lecteurs,

Bienvenue dans la vingtième édition du bulletin d'information du Fonds pour les changements climatiques en Afrique (FCCA), couvrant la période de juillet à septembre 2026.

Ce trimestre, nos webinaires sur la communication et la visibilité ont réuni les partenaires d'implémentation pour échanger leurs expériences et renforcer la manière dont ils partagent les résultats de leurs projets. Ces sessions ont réaffirmé une responsabilité commune : raconter les histoires qui se cachent derrière nos investissements, démontrer leur impact et renforcer la confiance dans le travail que nous menons ensemble.

Les projets présentés dans cette édition donnent corps à ces histoires. En Éthiopie, des entreprises piscicoles dirigées par des femmes réduisent leurs coûts d'alimentation, tandis que l'irrigation solaire soutient la production agricole. Au Puntland, en Somalie, l'amélioration des infrastructures hydrauliques, la formation en gestion d'entreprise et l'apiculture élargissent les possibilités de subsistance des ménages vulnérables.

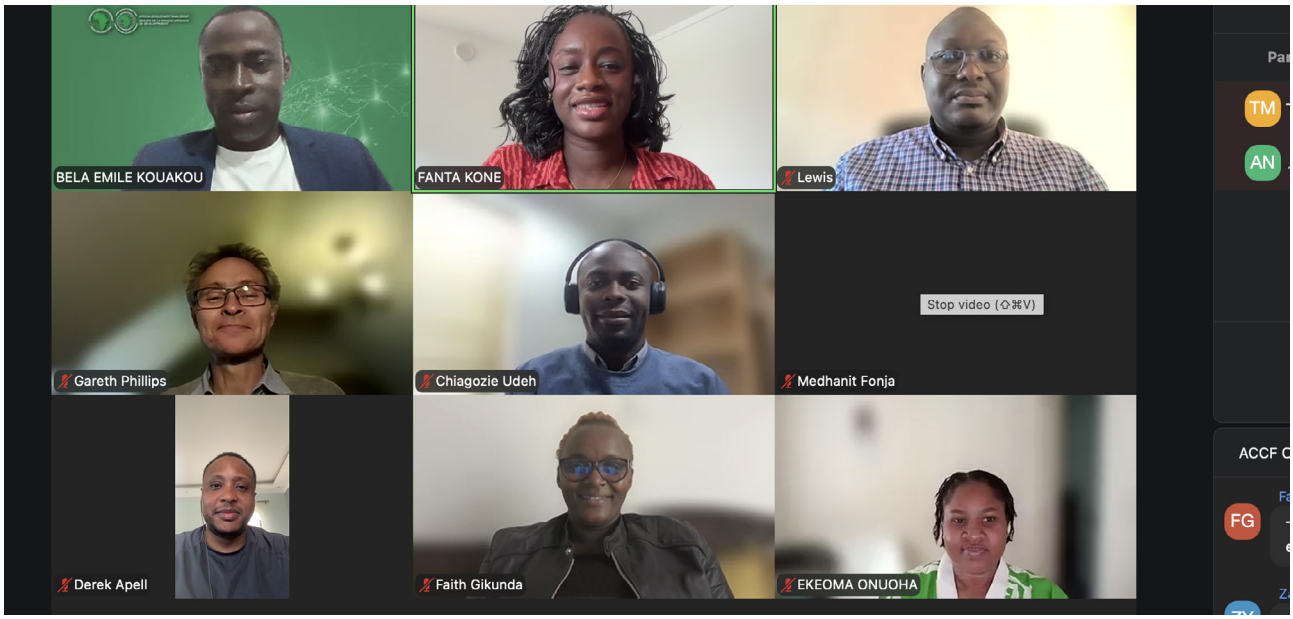
La participation effective constitue un autre thème central. Grâce au projet STREVOW, des femmes autochtones handicapées appellent à des politiques climatiques accessibles et à de réelles possibilités d'influer sur les décisions. Des initiatives soutenues par l'UNFPA au Soudan du Sud ainsi qu'en Afrique de l'Est et australe relient la résilience climatique à la santé, à l'égalité des genres et au leadership des jeunes. Au Mozambique, les travaux sur la stratégie nationale en matière de changements climatiques contribuent à relier les priorités politiques à leur mise en œuvre et à leur financement.

Dans la rubrique « Voix du FCCA » de cette édition, Mme Kalapo Adam, du gouvernement du Québec, explique pourquoi le Québec soutient le Fonds et souligne la valeur des petites subventions pour aider les pays à accéder à des sources plus importantes de financement climatique. Ses réflexions sur l'adaptation pilotée localement et sur la coopération future offrent le regard d'un bailleur de fonds sur les partenariats nécessaires pour pérenniser l'action climatique en Afrique.

Je remercie nos bailleurs de fonds, nos partenaires d'implémentation et l'équipe du FCCA pour leur engagement constant. Leur collaboration rend possibles les progrès présentés dans ces pages.

Bonne lecture !

MIEUX RACONTER NOS RÉSULTATS : LE FCCA ORGANISE DES WEBINAIRES SUR LA COMMUNICATION ET LA VISIBILITÉ À L'INTENTION DE SES PARTENAIRES



Le 31 juillet 2026, le Fonds pour les changements climatiques en Afrique (FCCA), géré par la Banque africaine de développement, a réuni ses partenaires d'implémentation pour deux webinaires sur la communication et la visibilité, organisés en anglais et en français. Ces sessions visaient à aider les partenaires à communiquer plus efficacement sur les résultats de leurs projets et à accroître la visibilité des initiatives soutenues par le FCCA à travers l'Afrique.

À l'ouverture de la session en anglais, Gareth Phillips, chef de la Division de la finance climatique et environnementale, a présenté la communication comme une responsabilité partagée. Il a souligné son rôle dans la démonstration de l'impact, le renforcement de la redevabilité et le maintien de la confiance des bailleurs de fonds. Lors de la session en français, Emile Kouakou, chargé de programmes représentant le Secrétariat du FCCA, a encouragé les partenaires à profiter du webinaire pour échanger leurs expériences et donner à leurs réalisations la visibilité qu'elles méritent.

Fanta Koné, chargée de communication du FCCA, a animé les deux sessions. Elle a présenté les lignes directrices et les ressources du Fonds en matière de communication, notamment les exigences relatives à l'identité visuelle, les processus de publication et des moyens concrets de produire des contenus de meilleure qualité. Les échanges ont également porté sur la photographie et le consentement, la rédaction de légendes exactes et l'importance de raconter les histoires humaines derrière les résultats des projets.

Les partenaires ont présenté des approches tirées de leur propre expérience. Chiagozie Udeh, spécialiste de programmes à l'UNFPA, a expliqué comment les équipes nationales et de terrain contribuent à repérer des histoires tout au long de la mise en œuvre des projets. Joash Moitui, expert en communication du Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique (AAAP) et de YouthAdapt, a partagé les enseignements tirés de la production de vidéos dans plusieurs pays, notamment l'intérêt de planifier les contenus en amont et de respecter les normes de qualité de la Banque.

Les discussions ont également permis aux partenaires d'évoquer des difficultés communes, allant du manque de temps pour développer des récits parallèlement aux activités techniques à la production de visuels de qualité. Les participants ont salué les conseils pratiques reçus et la possibilité d'apprendre les uns des autres. Faith Gikunda, directrice des programmes à l'ICCASA, a appelé à des échanges réguliers entre partenaires, tandis que Dissahonon Marie Sylvie Liade, coordonnatrice de projet au ministère de l'Environnement de Côte d'Ivoire, a estimé que des sessions similaires contribueraient à renforcer la communication sur les projets.

Ces webinaires ont réaffirmé un objectif commun à l'ensemble du portefeuille du FCCA : recueillir et partager des récits marquants sur l'action climatique, la résilience et l'impact sur les communautés, au fil de l'avancement des projets.

PROJET ÉGALITÉ DE GENRE ET RÉSILIENCE CLIMATIQUE (GTCR) – FEMMES, EAU ET RÉSILIENCE : DES SOLUTIONS CLIMATO-INTELLIGENTES QUI CRÉENT DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS

Dans les zones pastorales et agropastorales de l'Éthiopie, les communautés adoptent des solutions climato-intelligentes pour renforcer leur sécurité alimentaire, diversifier leurs moyens de subsistance et accroître leur résilience face aux chocs climatiques. À travers le projet Égalité de genre et résilience climatique (GTCR), Farm Africa aide les femmes, les jeunes et les communautés pastorales à valoriser les ressources en eau pour créer des moyens de subsistance durables.


Récolte d'azolla à Gelcha, en Éthiopie, dans le cadre du projet GTCR. ©Farm Africa

L'une des principales innovations a été l'introduction de l'azolla, une fougère aquatique riche en protéines, comme complément alimentaire peu coûteux pour les entreprises piscicoles dirigées par des femmes. Le projet a fourni des alevins de tilapia, des aliments commerciaux ainsi qu'une formation technique en pisciculture et en gestion des étangs.

En intégrant l'azolla dans l'alimentation des poissons, les entreprises participantes ont réduit de plus de 50 % leurs dépenses en aliments commerciaux, améliorant ainsi leur rentabilité. L'azolla présente également des avantages environnementaux, puisqu'elle peut servir d'engrais organique et d'amendement pour les sols.

Les membres des entreprises ont reçu du matériel de pêche et ont été formés à la pêche sélective, à la transformation et au tri du poisson ainsi qu'à la manipulation après capture. Des démonstrations culinaires à partir de recettes adaptées au contexte local ont également encouragé la consommation de poisson afin d'améliorer la nutrition et la diversité alimentaire des ménages.

À Gelcha, dans le district de Fentale, l'Association des usagers de l'eau d'irrigation de Chala démontre le potentiel d'une agriculture résiliente au climat alimentée par les énergies renouvelables. Grâce à un système d'irrigation solaire, ses membres ont cultivé 1,5 hectare de maïs Melkassa II tolérant à la sécheresse et récolté 3,5 tonnes, malgré des précipitations irrégulières.

La récolte a généré environ 300 000 ETB (près de 1 850 USD) de ventes, ce qui montre comment une gestion durable de l'eau peut améliorer la productivité, augmenter les revenus et réduire la vulnérabilité aux chocs climatiques.

Ces résultats illustrent la manière dont les technologies climato-intelligentes, les énergies renouvelables et les entreprises communautaires peuvent élargir les perspectives des femmes et des communautés pastorales. En renforçant les moyens de subsistance et en favorisant une meilleure nutrition, le projet GTCR aide les communautés des zones arides de l'Éthiopie à renforcer leur résilience face aux changements climatiques.


Des femmes présentent un plat de poisson fraîchement préparé dans le cadre du projet GTCR. ©Farm Africa

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Shewit Emmanuel, directeur pays – Éthiopie
Farm Africa
Courriel : ShewitE@farmafrica.org

AU-DELÀ DE L'INCLUSION : PLACER LES FEMMES AUTOCHTONES HANDICAPÉES AU CŒUR DE L'ACTION CLIMATIQUE



Les participants à l'atelier de renforcement des capacités ont pris une photo à l'issue des sessions de la journée.

Du 29 juin au 4 juillet 2026, le projet STREVOW (Renforcer la voix des femmes handicapées pour une participation active aux politiques et négociations sur les changements climatiques) a organisé un atelier régional sur le renforcement de l'adaptation aux changements climatiques transformatrice en matière de genre (GTCCA) pour les femmes handicapées. L'atelier a réuni des participantes et participants venus de toute l'Afrique de l'Est afin d'examiner les obstacles qui limitent la participation effective des femmes handicapées, en particulier celles issues des peuples autochtones et des communautés locales (PACL), aux politiques et à l'action climatiques.

L'atelier a offert aux participants un espace pour partager leurs expériences, réfléchir aux réalités auxquelles sont confrontées les femmes handicapées dans leurs communautés, examiner les lacunes des politiques et programmes climatiques, et définir des mesures concrètes pour renforcer leur participation à la prise de décision, au financement et à la mise en œuvre de l'action climatique.

Organisé par le Centre for Minority Rights Development (CEMIRIDE), l'atelier s'inscrit dans les efforts continus de renforcement des capacités menés dans le cadre du projet STREVOW, une initiative de trois ans financée par le FCCA de la Banque africaine de développement.

Changements climatiques et inégalités croisées

Au cours de l'atelier, les participants ont expliqué comment les changements climatiques affectent différemment les femmes et les filles, et comment ces effets sont aggravés par le handicap, l'appartenance autochtone et la situation socio-économique. Ils ont décrit l'impact des sécheresses, des inondations et de l'évolution des régimes météorologiques sur les moyens de subsistance, la sécurité et le bien-être, alors que les inégalités existantes rendent plus difficiles l'adaptation et le relèvement des femmes handicapées.

Pour les femmes autochtones, dont les moyens de subsistance et les pratiques culturelles dépendent de la terre et des ressources naturelles, les changements liés au climat peuvent creuser les inégalités existantes. Les participants ont relevé que les femmes handicapées se heurtent à des obstacles supplémentaires pour accéder à l'information climatique, aux ressources financières, aux services publics, aux technologies et aux espaces de décision.

L'une des principales préoccupations soulevées concerne la faible reconnaissance et la faible inclusion des femmes

handicapées issues des PACL dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) du Kenya et dans d'autres cadres de planification climatique. Si la CDN du Kenya reconnaît l'importance d'une action climatique inclusive, les participants ont observé que l'inclusion des femmes handicapées reste limitée et largement inopérante. Il ne suffit pas de mentionner les populations vulnérables. L'inclusion exige des mécanismes de mise en œuvre clairs, des ressources dédiées, des engagements mesurables et une obligation de rendre compte.

Les participants ont également souligné le manque de données et de recherches sur les femmes handicapées, une lacune majeure qui rend difficile la compréhension de leurs besoins spécifiques, la mesure de leur participation et la garantie que les ressources leur parviennent. Parmi les autres difficultés figurent une représentation insuffisante dans les politiques et négociations climatiques, des forums de participation publique inaccessibles, des possibilités de leadership limitées, une assurance maladie inadéquate, l'exclusion des aidants de la prise de décision, la faiblesse des systèmes d'alerte précoce et d'évacuation en cas de catastrophe, des risques accrus de violences basées sur le genre et des obstacles financiers à la participation.

L'accessibilité est apparue comme une autre préoccupation majeure. Les participants ont souligné l'absence d'interprètes en langue des signes, de documents en braille, de rampes d'accès et de cheminements dégagés, ce qui peut empêcher les femmes handicapées d'accéder à l'information et de participer pleinement aux processus climatiques. Ils ont également exprimé leur inquiétude face à la hausse des températures et aux chaleurs extrêmes, qui peuvent avoir des effets disproportionnés sur les femmes présentant certaines conditions, notamment les femmes atteintes d'albinisme.



Participants prenant part à des discussions de groupe sur la manière dont les mécanismes et les réponses au changement climatique à l'avenir pourraient devenir plus inclusifs

De la participation à l'influence

L'atelier a mis l'accent sur le fait que les femmes handicapées ne doivent pas être considérées uniquement comme des bénéficiaires des programmes climatiques. Elles sont titulaires de droits, leaders, détentrices de savoirs et actrices du changement. Une inclusion véritable ne se limite pas à inviter des femmes handicapées à une réunion. Elle exige une information accessible, des espaces inclusifs, le renforcement des capacités, un appui logistique et de réelles possibilités d'influer sur les politiques et les programmes, de leur conception à leur mise en œuvre et à leur suivi.

Les participants ont appelé à renforcer les capacités et le mentorat, à améliorer l'accessibilité numérique et physique, et à maintenir un dialogue suivi avec les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé et les autres parties prenantes. Les organisations de personnes handicapées ont également été encouragées à renforcer le suivi à travers le dialogue, le plaidoyer et la participation aux processus politiques pertinents.

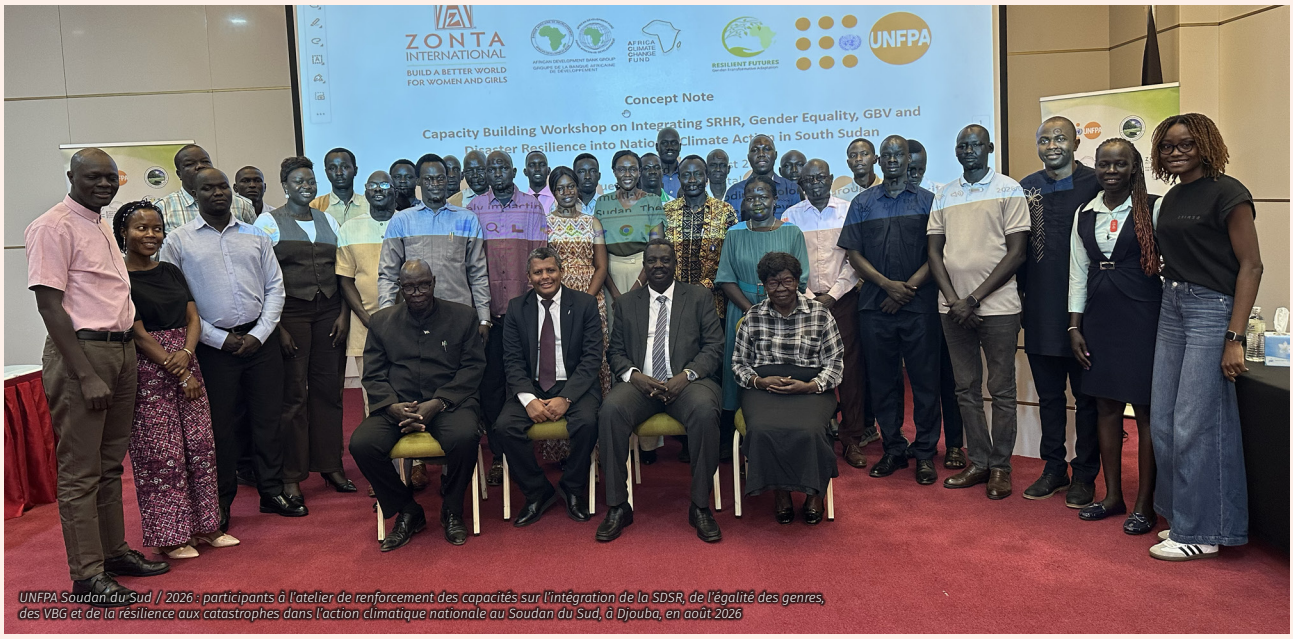
Pour les femmes autochtones handicapées, l'action climatique doit tenir compte de l'intersection entre genre, handicap, appartenance autochtone et vulnérabilité climatique. Leur participation doit s'appuyer sur des ressources suffisantes, des engagements mesurables et une obligation de rendre compte.

Rien de ce qui concerne les femmes autochtones et issues des minorités handicapées ne devrait être décidé sans leur participation effective. Leur voix n'est pas un ajout au débat sur le climat : elle en est une composante essentielle.

Le projet STREVOW est mis en œuvre par le Centre for Inclusive Climate Change Adaptation for a Sustainable Africa (ICCASA), en partenariat avec le CEMIRIDE.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :
Faith Gikunda, directrice des programmes / ICCASA
Courriel : fgikunda@iccasa-africa.org

RENFORCER LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE AU SOUDAN DU SUD EN INTÉGRANT LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE, L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LES JEUNES DANS L'ACTION NATIONALE



UNFPA Soudan du Sud / 2026 : participants à l'atelier de renforcement des capacités sur l'intégration de la SDSR, de l'égalité des genres, des VBG et de la résilience aux catastrophes dans l'action climatique nationale au Soudan du Sud, à Djouba, en août 2026

Le Soudan du Sud subit de graves perturbations climatiques. Les inondations généralisées, l'irrégularité des pluies et les sécheresses détruisent les moyens de subsistance et aggravent les vulnérabilités humanitaires. Ces chocs environnementaux touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles, qui font face à des risques accrus pour la santé maternelle, à une exposition plus forte aux violences basées sur le genre (VBG) et à des interruptions généralisées des services de santé. Historiquement, les politiques climatiques nationales n'ont pas comporté de cadres explicites traitant de l'intersection essentielle entre la résilience climatique, la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et l'égalité des genres, ce qui rend urgente une meilleure coordination institutionnelle multisectorielle.

Du 17 au 20 août 2026, le ministère de l'Environnement et des Forêts, en collaboration avec le ministère de la Santé, le ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale du Soudan du Sud, l'UNFPA et le FCCA, a organisé à Djouba un atelier de quatre jours. Réunissant plus de 60 parties prenantes issues des ministères sectoriels, des institutions universitaires, des organisations de la société civile (OSC) et d'organisations de jeunes telles que YACRRD et WEFOD, l'atelier a permis aux participants de travailler sur les systèmes de santé résilients au climat et à faible émission de carbone ainsi que sur les mécanismes de protection, sur les approches d'adaptation climatique transformatrices en matière de genre, sur l'accès au financement climatique pour l'action nationale et sur l'intégration du genre, de la SDSR et des VBG dans les politiques climatiques nationales. Les participants ont également rédigé un *Plan d'action national multipartite pour la SDSR, le genre et la résilience climatique.*

L'atelier a permis de formuler et de valider le Plan d'action multipartite, qui fixe des objectifs programmatiques concrets autour de six piliers : systèmes de santé résilients au climat ; données climatiques et recherche sur la vulnérabilité ; action des jeunes ; adaptation climatique transformatrice en matière de genre ; financement climatique et budgétisation sensible au genre ; et cadres institutionnels. Les principaux engagements institutionnels comprennent la formalisation du point focal national Genre et changements climatiques, l'intégration de la SDSR dans la mise à jour de la CDN 3.0 et la création d'un groupe de travail technique interministériel.

Ce plan d'action historique positionne le Soudan du Sud comme un chef de file régional dans la mise en œuvre de l'adaptation climatique transformatrice en matière de genre. En intégrant la SDSR et la prévention des VBG dans les filières de financement climatique, notamment dans les propositions soumises au Fonds vert pour le climat (FVC), au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et au Fonds pour l'adaptation, et en renforçant la résilience des chaînes d'approvisionnement sanitaires, le Soudan du Sud protège les communautés en première ligne. À l'avenir, le MoEF et l'UNFPA piloteront conjointement un mécanisme de suivi dédié afin de superviser la mise en œuvre dans l'ensemble des ministères participants.

DONNER AUX JEUNES LES MOYENS DE PORTER LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE AINSI QUE LA SANTÉ ET LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS EN AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE

En Afrique de l'Est et australe, l'intensification des chocs climatiques, des sécheresses sévères aux inondations récurrentes, fragilise les infrastructures de santé et aggrave les inégalités de genre. Les adolescentes et les jeunes femmes sont davantage exposées aux VBG, aux mariages précoces et à de graves interruptions des services essentiels de SDSR. Bien que les jeunes constituent la majorité de la population de la région, les cadres d'adaptation climatique ont longtemps négligé le lien essentiel entre résilience environnementale, autonomie corporelle et éducation à la santé.



UNFPA Éthiopie / 2026 : participants à la formation de formateurs de cinq jours sur l'ECS et les changements climatiques, à Bishoftu (Éthiopie), en juin 2026

Pour combler cette lacune, l'UNFPA, à travers le projet *Resilient Futures* du FCCA, a organisé du 22 au 26 juin 2026 à Bishoftu une formation intensive de formateurs (FdF) de cinq jours. L'atelier a réuni 23 jeunes leaders aux profils variés – sages-femmes, juristes, travailleurs sociaux et personnes handicapées – représentant des organisations telles qu'AfriYAN Éthiopie, Timret Le Hiwot Ethiopia (TLHE), l'Ethiopian Center for Disability and Development (ECDD), ASK US Association of HIV Positive Adolescents and Youth et le parc industriel d'Adama. Guidés par le *Guide de l'animateur Resilient Futures de l'UNFPA*, les participants ont suivi des modules participatifs reliant les facteurs climatiques aux résultats en matière de SDSR. Ils ont acquis des techniques de plaidoyer fondé sur les droits humains, de cartographie de la vulnérabilité communautaire, d'éducation complète à la sexualité (ECS) et d'adaptation climatique transformatrice en matière de genre. Parmi les temps forts figuraient des simulations d'animation en amharique, des exercices pratiques de résolution de problèmes entre pairs sur les VBG liées au climat et la co-construction de stratégies de sensibilisation inclusives destinées à atteindre les jeunes les plus laissés pour compte dans neuf régions exposées aux aléas climatiques : Addis-Abeba, Amhara, Oromia, Tigré, Somali, Afar, Sidama, Centre et Gambella. La formation a permis une hausse de 14 points de pourcentage des compétences techniques (de 76 % à 90 %), et plus de 90 % des participants se sont déclarés très motivés et prêts à mener des actions de plaidoyer sur le terrain. Elle s'est conclue par l'élaboration de plans d'action de démultiplication adaptés à chacune des neuf régions.

Fort de cette dynamique nationale, l'UNFPA a étendu l'initiative à l'échelle régionale avec une FdF en ligne de trois jours (du 11 au 13 août 2026). Cette rencontre virtuelle a réuni 206 participants (dont plus de 50 % de femmes) – jeunes leaders, acteurs humanitaires et spécialistes de la SDSR – venus de neuf pays : Botswana, Eswatini, Éthiopie, Kenya, Malawi, Namibie, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Les sessions ont porté sur les cycles d'apprentissage participatif, la mise en œuvre de l'ECS et les dynamiques entre climat et genre. Les évaluations ont montré des progrès significatifs des connaissances dans l'ensemble du groupe, en particulier en matière de techniques de plaidoyer, de méthodes d'animation et de stratégies d'intégration du climat et du genre.

Ensemble, ces étapes complémentaires ont permis de constituer un réseau de jeunes maîtres formateurs certifiés au sein des communautés en première ligne. Ces défenseurs mènent des actions d'éducation par les pairs adaptées au contexte local, tout en plaidant activement pour l'intégration de la SDSR, de l'ECS et des priorités des jeunes dans les CDN, les plans nationaux d'adaptation (PNA) et les politiques sectorielles. À l'avenir, l'UNFPA et le FCCA accompagneront ces leaders à travers un mentorat post-formation et des groupes d'apprentissage entre pairs, afin de garantir un impact durable et de faire entendre la santé et les droits des jeunes dans les instances nationales et régionales consacrées aux politiques climatiques.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :
Chiagozie Udeh, spécialiste de programmes
UNFPA
Courriel : udeh@unfpa.org

LE MOZAMBIQUE FAIT AVANCER LA MISE À JOUR DE SA STRATÉGIE NATIONALE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AVEC L'APPUI DU FCCA



Participants à l'atelier de cinq jours organisé du 14 au 18 septembre 2026 à Ponta do Ouro, dans la province de Maputo.

Le Mozambique a franchi une étape importante vers la finalisation de sa Stratégie nationale d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques (ENAMMC) pour la période 2026–2035. Avec l'appui de la Banque africaine de développement, à travers le Hub africain des CDN (Africa NDC Hub) et le FCCA, le gouvernement a organisé un atelier technique de prévalidation de cinq jours, du 14 au 18 septembre 2026, à Ponta do Ouro, dans la province de Maputo.

L'atelier a réuni des représentants des institutions publiques nationales, provinciales et de district, des partenaires au développement, de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé. Les participants ont examiné le projet de stratégie ainsi que les instruments nécessaires pour la traduire en une action climatique coordonnée, mesurable et finançable.

Le Mozambique est très vulnérable aux cyclones, aux inondations, aux sécheresses, à l'érosion côtière, à l'élévation du niveau de la mer et à la dégradation des écosystèmes. Ces effets du climat touchent les communautés, l'agriculture, les infrastructures, les services publics et les moyens de subsistance. L'ENAMMC actualisée place donc les communautés vulnérables au cœur de l'action climatique nationale, tout en renforçant l'adaptation, la préparation aux catastrophes, les systèmes d'alerte précoce, les infrastructures résilientes, l'énergie propre et la gestion durable des ressources naturelles.

Au cours de l'atelier, les participants ont affiné la vision, la mission, les principes et les priorités stratégiques de la Stratégie. Ils ont également examiné le plan d'action, renforcé son alignement sur les cadres nationaux de développement et les engagements climatiques internationaux, et précisé les responsabilités institutionnelles, les indicateurs, les budgets et les calendriers de mise en œuvre proposés.

L'atelier a en outre fait progresser le cadre de suivi et d'évaluation, le plan de communication, les mécanismes de coordination et le plan de mobilisation des ressources. Les échanges ont mis en avant la nécessité de renforcer la mobilisation des financements climatiques nationaux et internationaux, d'améliorer le suivi des financements climatiques et d'élaborer des projets bancables capables d'attirer les investissements.

Par son appui, le FCCA aide le Mozambique à dépasser la seule formulation de politiques climatiques pour passer à leur mise en œuvre. La Stratégie actualisée devrait offrir un cadre plus solide pour coordonner les interventions du gouvernement et des partenaires, intégrer les priorités climatiques dans la planification nationale et locale, et orienter les financements vers les besoins d'adaptation et d'atténuation les plus urgents du pays.

L'atelier a posé des bases solides pour consolider la Stratégie et ses instruments d'accompagnement en vue de sa validation nationale et de son approbation officielle.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :
Davinah Milenge Uwella
Secrétariat de l'AFAC
Courriel : d.milenge-uwella@afdb.org

RENFORCER LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE DES FEMMES, DES JEUNES ET DES MÉNAGES VULNÉRABLES AU PUNTLAND



Activités apicoles en appui à la diversification des moyens de subsistance au Puntland, en Somalie. ©World Vision

Au Puntland, en Somalie, World Vision collabore avec les autorités locales et ses partenaires pour améliorer l'accès à l'eau, renforcer les compétences entrepreneuriales et diversifier les moyens de subsistance. Ces activités aident les ménages vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques.

Améliorer l'accès à l'eau pour les communautés et le bétail

Avec l'appui du FCCA, World Vision a collaboré avec les autorités locales et l'Agence de développement de l'eau du Puntland pour réhabiliter des puits peu profonds dans les villages de Cuun et de Daawad, situés respectivement à Garowe et à Eyl. Les travaux ont consisté à approfondir les puits et à installer des systèmes de pompage solaire.

Auparavant, les pompes à carburant ne fournissaient assez d'eau que pour irriguer quatre exploitations, avec une consommation de carburant et des coûts d'exploitation élevés. Le pompage solaire réduit la dépendance au carburant tout en améliorant la disponibilité de l'eau pour la boisson, la cuisine, le nettoyage et l'irrigation.

Le puits peu profond de Cuun bénéficiera à 400 ménages et celui de Daawad desservira 500 ménages. L'amélioration de l'accès à l'irrigation devrait accroître la production agricole et les revenus des agriculteurs, renforcer la sécurité alimentaire et créer des emplois pour les femmes et les jeunes à Cuun.

World Vision a également réhabilité un forage à Cuun, en y installant un équipement de pompage et un réservoir de stockage. Cette installation bénéficiera à environ 400 ménages, soit 2 400 personnes, et à 52 000 animaux, dont des moutons, des chèvres, des dromadaires, des bovins et des ânes. Dans le village de Qabaal, des abreuvoirs effondrés ont été réhabilités, rétablissant l'accès à l'eau pour environ 80 000 animaux.

Pour assurer la pérennité de ces installations, World Vision et ses partenaires ont mis en place des comités de gestion de l'eau et formé leurs membres à la gestion des ouvrages.

Renforcer les compétences entrepreneuriales grâce au mentorat

World Vision a organisé une formation au mentorat pour 500 participants issus de 10 villages des districts de Garowe et d'Eyl, dans la région de Nugaal. Les sessions ont porté sur l'importance du mentorat, les différentes approches de mentorat, leurs avantages et leurs limites, ainsi que sur le rôle du mentorat dans l'accompagnement des jeunes et la réussite des entreprises.

Les participants ont également découvert les modèles de mentorat d'entreprise, les fondements d'un mentorat réussi, les différents types d'institutions de microfinance et l'importance de l'investissement. Ils ont exprimé leur volonté de traduire les connaissances et compétences acquises en activités économiques concrètes.

En collaboration avec le ministère du Commerce, World Vision a organisé une formation sur le conseil aux entreprises et la conception de produits financiers pour 500 participants issus de 10 villages des districts de Garowe et d'Eyl.

L'atelier a abordé les produits financiers, l'élaboration de plans d'affaires et les difficultés rencontrées par les petites entreprises. Les participants ont reçu des conseils sur leurs projets d'entreprise, choisi des produits financiers en fonction de leurs besoins prioritaires et élaboré des plans d'affaires intégrant ces choix.

Les participants seront ensuite mis en relation avec des institutions de microfinance afin d'accéder aux produits financiers choisis et de soutenir leurs activités économiques.

Introduire l'apiculture comme moyen de subsistance alternatif

Pour aider les éleveurs pastoraux à diversifier leurs moyens de subsistance traditionnellement dépendants du bétail, 20 participants ont suivi une formation pratique de sept jours en apiculture climato-intelligente. La formation a introduit l'apiculture mobile, qui consiste à déplacer les colonies d'abeilles vers des zones offrant suffisamment de ressources


Participants à la formation au mentorat à Daawad, en Somalie. ©World Vision

mellifères, à l'image de la mobilité du bétail en milieu pastoral.

Les participants ont appris à choisir et à installer les ruches, à gérer les colonies, à comprendre le comportement des abeilles, à identifier la reine et les ouvrières, à déplacer les ruches selon les saisons et à lutter contre les ravageurs et les maladies. Les sessions ont également porté sur la récolte, la transformation, la gestion de la qualité et le conditionnement du miel, les débouchés commerciaux et l'utilisation sûre des équipements de protection.

Pour permettre une mise en pratique immédiate de ces compétences, les bénéficiaires ont reçu 250 ruches modernes, des équipements de protection, des enfumoirs, des kits de récolte et d'autres équipements essentiels.

Avec une gestion appropriée, le miel, la cire d'abeille et les autres produits de la ruche devraient procurer des revenus supplémentaires aux ménages, réduisant leur dépendance à l'égard d'un bétail affecté par les sécheresses, les épidémies et la raréfaction des pâturages. L'apiculture mobile nécessite peu d'eau et de terres et complète la mobilité pastorale.

L'apiculture encourage également la protection des arbres, des arbustes et des plantes à fleurs qui nourrissent les abeilles, contribuant ainsi à la conservation de la biodiversité et à la gestion durable des ressources naturelles. Les éleveurs formés devraient partager leurs connaissances avec d'autres ménages, favorisant ainsi l'adoption plus large de moyens de subsistance alternatifs

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Utete Chikwara

Responsable de l'unité de développement des programmes – Somalie

World Vision Somalie

Courriel : utete_chikwara@wvi.org


Participants lors d'une formation pratique à l'apiculture au Puntland, en Somalie. ©World Vision

VOIX DU FCCA N° 6 : KALAPO ADAM – LE REGARD D'UN BAILLEUR DE FONDS : INVESTIR DANS L'AVENIR CLIMATIQUE DE L'AFRIQUE

« Voix du FCCA » met en lumière celles et ceux qui font avancer l'action climatique en Afrique. À travers de courts entretiens, des bénéficiaires, des partenaires et des membres de l'équipe partagent leurs expériences et leurs points de vue, en mettant en évidence l'impact concret du Fonds pour les changements climatiques en Afrique sur les communautés et l'environnement.

Kalapo Adam est attachée aux affaires culturelles, éducatives et publiques du gouvernement du Québec. Elle travaille sur la coopération internationale, les partenariats institutionnels et les affaires publiques en Afrique de l'Ouest.

1. Pourriez-vous vous présenter brièvement, retracer votre parcours professionnel et nous dire ce qui vous a amené(e) à travailler sur les questions de climat et de développement ?

Je travaille au sein du gouvernement du Québec dans le domaine de la coopération internationale, des partenariats institutionnels et des affaires publiques en Afrique de l'Ouest.

Depuis plusieurs années, j'accompagne le développement de collaborations entre le Québec, les gouvernements africains, les organisations internationales et les acteurs de la société civile.

Mon parcours m'a amenée à observer de près les effets croissants des changements climatiques sur les populations les plus vulnérables, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la gestion durable des ressources naturelles et du développement économique local.

Cette réalité a renforcé ma conviction que l'action climatique et le développement durable doivent être abordés conjointement.



Pour le Québec, la lutte contre les changements climatiques ne constitue pas seulement un impératif environnemental, mais également un levier de prospérité durable, d'innovation et de résilience pour les communautés.

Cette vision est d'ailleurs partagée par Jean Lemire, émissaire du gouvernement du Québec pour les questions climatiques et environnementales, qui souligne l'importance de la coopération internationale dans la réponse aux défis climatiques :

« Le Québec est fier d'avoir contribué aux efforts internationaux visant à renforcer la résilience des pays africains face aux changements climatiques, notamment à travers le Fonds d'adaptation. Cet appui est essentiel pour renforcer leur résilience et leur capacité d'adaptation aux changements climatiques, et soutenir leur transition vers une économie sobre en carbone. »
– Jean Lemire, émissaire du gouvernement du Québec pour les questions climatiques et environnementales.

2. Qu'est-ce qui a motivé le gouvernement du Québec à soutenir le Fonds pour les changements climatiques en Afrique, et qu'est-ce qui fait du FCCA un partenaire précieux pour vous ?

L'engagement du Québec envers le FCCA découle directement de sa volonté de contribuer concrètement à la lutte contre les changements climatiques dans les pays les plus vulnérables. En 2020, le gouvernement du Québec a ainsi adhéré à l'Arrangement multi-donateurs du Fonds et y a contribué à hauteur de 2 millions de dollars canadiens afin de soutenir la transition climatique du continent africain.

Le FCCA représente pour nous un partenaire précieux pour plusieurs raisons. D'abord, il est étroitement arrimé aux priorités climatiques africaines et aux objectifs de l'Accord de Paris. Ensuite, il permet d'intervenir là où les besoins de préparation sont les plus importants : développement de projets, renforcement des capacités, planification climatique et accès aux financements internationaux. Enfin, il se distingue par son approche inclusive qui accorde une attention particulière aux femmes, aux jeunes et aux communautés vulnérables. Depuis sa création, le Fonds a approuvé 33 projets dans 46 pays africains et gère aujourd'hui un portefeuille de plus de 45 millions de dollars.

Nous apprécions également la qualité de la gouvernance du Fonds, qui permet aux donateurs de participer aux orientations stratégiques tout en bénéficiant d'une vision concrète des impacts générés sur le terrain.



À Chókwè, au Mozambique, une agricultrice applique des techniques agricoles améliorées dans le cadre d'un projet financé par le FCCA et mis en œuvre par Oxfam, afin de renforcer la résilience climatique et la sécurité alimentaire. ©Secrétariat du FCCA

3. Le FCCA accorde de petites subventions qui aident les pays à renforcer leurs capacités, à préparer des projets et à mobiliser des financements climatiques plus importants. Pourquoi ce type d'appui est-il important ?

L'expérience démontre que les obstacles à l'accès au financement climatique ne sont pas uniquement financiers. Ils sont souvent liés aux capacités institutionnelles, à la préparation des projets, aux mécanismes de suivi ou encore aux exigences d'accréditation des grands fonds internationaux.

C'est précisément là que les petites subventions du FCCA jouent un rôle déterminant. Elles agissent comme un catalyseur. Elles permettent aux institutions nationales d'acquérir les compétences nécessaires, de préparer des projets bancables, d'améliorer leurs systèmes de gouvernance et d'accéder par la suite à des ressources beaucoup plus importantes.

Les résultats du FCCA illustrent bien cet effet levier. Au Bénin, l'appui du Fonds a contribué à mobiliser 9,3 millions de dollars supplémentaires auprès du Fonds vert pour le climat. En Côte d'Ivoire, le soutien à la préparation de mécanismes innovants de financement de l'adaptation contribue aujourd'hui à attirer des investissements publics et privés dans la résilience du secteur cacaoyer. Le Fonds accompagne également l'accréditation d'institutions nationales au Burundi, au Niger et au Togo afin qu'elles puissent accéder directement aux financements climatiques mondiaux.

Pour le Québec, cette capacité de transformer de modestes investissements en impacts structurants et durables constitue l'une des plus grandes forces du FCCA.



En Oromia, en Éthiopie, de jeunes femmes s'investissent dans la transformation du lait dans le cadre d'un projet financé par le FCCA, contribuant ainsi au renforcement des moyens de subsistance et au développement des opportunités économiques. ©Secrétariat du FCCA

4. À l'avenir, où voyez-vous les plus grandes opportunités pour des partenaires comme le FCCA de faire la différence dans l'action climatique en Afrique ?

Les opportunités sont nombreuses, mais quatre axes nous semblent particulièrement prometteurs.

Premièrement, le renforcement de l'adaptation climatique dans les secteurs agricoles et alimentaires. Les communautés africaines sont déjà confrontées à des sécheresses, des inondations et une variabilité climatique accrue. Soutenir des pratiques agricoles résilientes demeure essentiel pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

Deuxièmement, le développement de solutions climatiques locales portées par les femmes et les jeunes. Les résultats du FCCA démontrent déjà l'importance de favoriser l'accès des femmes au financement climatique, à la gouvernance des ressources naturelles et à l'entrepreneuriat vert.

Troisièmement, nous croyons fortement au potentiel des initiatives de réduction des émissions de méthane, de gestion durable des déchets et d'économie circulaire. Le quatrième appel à propositions du FCCA consacré à la réduction du méthane constitue à cet égard une initiative particulièrement pertinente pour accélérer des solutions à fort impact climatique tout en créant des retombées économiques et sociales positives.

Enfin, nous voyons un potentiel croissant de collaboration entre le FCCA et les établissements de recherche, organismes publics, universités, centres d'expertise et organisations de coopération internationale du Québec, dont l'expertise pourrait contribuer davantage au développement de solutions innovantes adaptées aux réalités africaines.

5. Si vous pouviez adresser un seul message aux communautés, institutions et partenaires qui mettent en œuvre des projets soutenus par le FCCA à travers l'Afrique, quel serait-il ?

Mon message serait simple : continuez à innover, à collaborer et à partager vos connaissances.

Les changements climatiques représentent un défi mondial, mais les solutions les plus durables émergent souvent des communautés elles-mêmes.

Les projets soutenus par le FCCA démontrent qu'il est possible de renforcer la résilience tout en créant des opportunités économiques, en favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes et en améliorant les conditions de vie des populations.

Le Québec demeure fier d'appuyer cette dynamique. Nous encourageons les bénéficiaires à poursuivre leurs efforts, à documenter leurs réussites et à diffuser leurs apprentissages afin que les innovations développées localement puissent inspirer d'autres communautés à travers le continent.

L'avenir de l'action climatique en Afrique repose sur des partenariats solides, une vision à long terme et la capacité collective à transformer les défis climatiques en occasions de développement durable, inclusif et résilient.

NOS BAILLEURS DE FONDS

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

MINISTERO DELLA TRANSIZIONE ECOLOGICA

Government of Flanders

GLOBAL CENTER ON ADAPTATION

Global Affairs Canada
Affaires mondiales Canada

Québec

Federal Ministry
Republic of Austria
Finance

Irish Aid
Rialtas na hÉireann
Government of Ireland



Un groupe de palmiers dans le paysage désertique de Dafenaytou, à Djibouti, ©ACCF 2025

Climate Finance Division
Climate Change and Green Growth Department
African Development Bank
CCIA Building | Avenue Jean Paul II, Plateau 01
Box 01 1387 | Abidjan, Côte d'Ivoire
Contact: The ACCF Secretariat
Tel : +225 27 20 26 59 42 / 27 20 26 42 53
Email : AfricaClimateChangeFundACCF@AFDB.ORG

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

AFRICA CLIMATE CHANGE FUND